

L'Euribor tarde à redorer son blason

Depuis la révélation de manipulations, le taux est délaissé par un nombre croissant de banques

par SOLENN POULLENNEC

La crédibilité de l'Euribor, le taux interbancaire de référence en zone euro, continue d'être menacée car de moins en moins de banques contribuent à son élaboration. La situation est préoccupante car l'indice sert de référence à des centaines de milliers de milliards d'euros de produits financiers et est jugé crucial pour l'économie de la zone euro par la Banque centrale européenne (BCE). La Commission européenne tarde à présenter une réforme qui pourrait redorer le blason de l'Euribor. La BCE et les établissements financiers planchent sur des alternatives.

[Suite p.2](#)



Siège de la Commission européenne
Photo: Jack Flitick/Bloomberg

► CA CIB confie ses dérivés à BNP Paribas

PAR AMÉLIE LAURIN

A partir du 1er janvier 2014, la banque de la rue d'Antin assurera la gestion en extinction des produits dérivés actions de la filiale du Crédit Agricole. Le portefeuille résiduel, qui restera au bilan de CA CIB, représente 100 millions d'euros.

[Suite p.10](#)

L'Afep-Medef pour plus d'Europe dans les IFRS

Dans un rapport dont L'Agefi a eu une copie, les deux organisations patronales proposent de réformer le dispositif européen d'adoption des normes comptables et notamment l'Efrag, pour faire en sorte que l'Union ait une influence dans l'élaboration des IFRS davantage en rapport avec son poids dans la communauté des utilisateurs de ces normes.

[Suite p.6](#)

Le marché high yield repart de plus belle

Le gel provoqué par les déclarations de la Fed aura été de courte durée. Les émissions sur le marché du haut rendement en Europe se sont multipliées la semaine dernière pour atteindre 3,4 milliards d'euros. Plusieurs signatures, la plupart détenues par des fonds d'investissement, ont profité de l'embellie pour faire leur entrée sur le marché obligataire.

[Suite p.4](#)

60 SECONDES

DERNIÈRE HEURE

■ Les banquiers londoniens vivent un âge d'or en termes de rémunération [p.16](#)

ECONOMIE ET MARCHÉS

■ La croissance chinoise continue à marquer le pas au deuxième trimestre [p.2](#)

■ La courbe des taux américaine est un frein à la remontée des taux longs [p.3](#)

EMETTEURS

■ GSK fait les frais de la lutte anticorruption en Chine trois ans après Rio Tinto [p.6](#)

■ Ipsen muscle ses capacités de recherche neurologique [p.7](#)

■ Altran rééquilibre sa structure de financement [p.7](#)

INDUSTRIE FINANCIÈRE

■ Commerzbank rassure sur sa capacité à faire maigrir son bilan [p.10](#)

■ Citigroup confirme son redressement au deuxième trimestre [p.11](#)

L'ESSENTIEL

■ Les risques demeurent pour le secteur bancaire espagnol [p.13](#)

■ Fitch prive le FESF de AAA [p.13](#)

■ La Cour des comptes prône un transfert d'avoirs à la CDC [p.13](#)

■ Calpers en bonne forme [p.13](#)

■ La Turquie envisage de monter ses taux [p.13](#)

■ Dominique Strauss-Kahn au conseil de surveillance d'une banque russe [p.13](#)

■ Nouvelle dégradation des trésores d'exploitation [p.13](#)

■ La Hongrie veut rembourser par anticipation le FMI [p.14](#)

■ Piraeus Bank attend avec sérénité les tests de résistance [p.14](#)

■ Nouveaux signes de ralentissement aux Etats-Unis [p.14](#)

■ Alstom et Siemens soupçonnés d'atteinte à la concurrence au Brésil [p.14](#)

■ La TTF met à mal les volumes [p.14](#)

■ Frédéric Janbon à la présidence de l'AFME [p.14](#)

■ Plaidoyer pour la défense de la sidérurgie européenne [p.14](#)

■ La Cnil avertit BNP Paribas [p.14](#)

■ Le scandale du Libor fait deux victimes [p.14](#)

La croissance chinoise continue à marquer le pas au deuxième trimestre

Le PIB a progressé de 7,5%. La nouvelle équipe dirigeante souhaite tourner la page de la croissance tous azimuts et de l'excès de liquidité

par BRUNO SILLARD

La Chine à la recherche d'un nouveau souffle ? Force est de constater que la croissance a une nouvelle fois marqué le pas au deuxième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,5% alors que l'an dernier à la même époque, la croissance était ressortie à 7,7%. Sur les dix derniers trimestres, elle a reculé neuf fois. Les nouveaux dirigeants chinois, le président Xi Jinping et le premier ministre Li Keqiang, souhaitent en effet tourner la page de la croissance tous azimuts des trois dernières décennies pour recentrer l'économie sur la demande intérieure.

Selon Sheng Laiyun, porte-parole du Bureau des statistiques, les conditions sont réunies pour que la Chine atteigne son objectif de 7,5% de croissance en 2013. «*Certaines mesures, notamment la campagne renforcée de limitation de la propriété, de nouvelles règles pour*

lutter contre le recours abusif aux fonds publics et la fin de certaines politiques de stimulation auront inévitablement un impact sur la croissance à court terme, mais elles seront bénéfiques à terme pour notre économie», a-t-il déclaré lors d'un point de presse.

Pékin s'est abstenu de mener une politique de relance cette année,

La Banque de Chine adopte un ton plus conciliant

privilegiant une croissance plus lente mais liée à la consommation plutôt que d'encourager l'investissement financé par la dette. La People's Bank of China a limité en juin ses injections de liquidités dans un marché tendu, des tensions qui ont fait monter les taux de financement au jour le jour à près de 30% le 20 juin, un avertissement clair aux banques invitées

à contrôler les crédits risqués. «*La banque centrale chinoise est réticente à offrir de la liquidité pas chère. Le resserrement de la liquidité constitue un facteur négatif qui pèsera sur la croissance chinoise*», selon Bei Xu, économiste Asie chez Natixis, mais les choses pourraient changer, surtout si le marché du travail commence à montrer des signes de faiblesse susceptibles d'alimenter des tensions sociales.

Apparemment soucieuse de rassurer des marchés préoccupés par un resserrement de sa politique monétaire, la Banque populaire de Chine a déclaré dimanche 14 juillet dans un communiqué qu'elle «*utiliserait un mélange de taux et de politique quantitative pour ajuster les liquidités dans le système bancaire et conduire une croissance stable et adaptée de la monnaie, du crédit et du financement social*».

2

L'Euribor tarde à redorer son blason

Suite de la première page

par SOLENN POULLENNEC

Seules 32 banques contribuent aujourd'hui au panel de l'Euribor contre 44 il y a encore un an. Après la condamnation de Barclays pour tentative de manipulation des taux interbancaires, nombre d'établissements se sont inquiétés du risque juridique que représentait la participation au panel de l'indice européen et l'ont quitté.

L'Euribor-E B F, l'organisation bancaire qui publie l'Euribor, en est pour ses frais. Elle a toujours excipé du grand nombre de contributeurs à l'Euribor pour expliquer qu'il ne pouvait pas être manipulé. Ses représentants sont aujourd'hui inquiets: «*si l'Euribor disparaît, les contrats en cours qui y sont indexés n'auront plus lieu d'être, il y a des risques de litiges extrêmement importants et donc des pertes nettes pour les banques*», assure Cédric Quéméner, directeur à l'organisation.

Les banques ne sont pas les seules intéressées à l'avenir de l'Euribor. En

février et mai, la BCE s'est fendue de communiqués pour souligner que l'Euribor était «*important pour le fonctionnement de l'économie de la zone euro, y compris la mise en œuvre de la politique monétaire*». Elle plaide donc pour que les banques soient forcées de contribuer au panel du taux. La Commission européenne aussi.

Dans un projet de régulation dont une version a été diffusée en juin, elle propose que l'Autorité européenne de régulation des marchés, l'Esma, ait le pouvoir de rendre obligatoire la contribution des banques à l'Euribor. La proposition législative devait être publiée cet été mais elle ne le sera finalement que dans le courant du mois de septembre, explique-t-on à Bruxelles.

«*On aurait préféré que la recommandation de la Commission soit diffusée plus tôt*», déplore Cédric Quéméner. Le temps que le Parlement et le Conseil approuve la régulation de la Commission, le panel peut se vider. A la demande de l'Esma et de l'Autorité

bancaire européenne, l'Euribor-EBF travaille déjà sur la réforme de sa gouvernance. Les banques étudient aussi avec la BCE la possibilité de créer un indice complémentaire basé sur des transactions réelles, potentiellement moins manipulable.

Une réunion se tenait encore à ce sujet vendredi dernier. Selon des participants, après avoir collecté des données, les institutions ont constaté qu'elles en manquaient pour des transactions de maturités supérieures à 3 mois sur le marché interbancaire. Qui plus est, elles ont réalisé que le taux de référence calculé à partir de données réelles ne différerait guère de celui de l'Euribor, effectué par sondage.

L'emblématique Euribor n'est pas le seul taux à être menacé. Natixis ne contribue plus à l'Euribor dollar depuis début juillet et une réflexion a été lancée sur l'avenir de cette référence créée en 2012 pour concurrencer le Libor dollar.

La courbe des taux américaine est un frein à la remontée des taux longs

Le risque d'un retour rapide du 10 ans américain vers les 3-3,5% est limité. Les taux à 2 ans sont bien ancrés et la pente de la courbe est déjà forte

par NUNO TEIXEIRA, SCHRODERS

Un resserrement de politique monétaire est rarement favorable aux marchés obligataires. Le programme de «quantitative easing» de la Fed avait probablement permis de réduire de près de 100 à 150 points de base le taux du 10 ans américain. Sa fin fait craindre à beaucoup un retour rapide de ce taux vers les 3% à 3,5%, niveau qui a prévalu pendant la majeure partie de 2011. Plusieurs facteurs sont cependant de nature à freiner cette hausse.

Le premier est que le marché, si l'on se réfère aux futures sur Fed Funds, ne s'attend pas à une remontée des taux directeurs avant 2015. Un taux de chômage inférieur à 6,5% est l'une des conditions énoncée par la Fed pour amorcer une telle hausse et seule une croissance économique plus forte qu'attendu la contraindrait à avancer son timing. Le graphique ci-contre montre aussi que la pente de la courbe des taux - mesurée par le différentiel entre les taux à 10 et 2 ans - est déjà très forte, avec un écart de près de 2%. Cet écart est



consistant avec une croissance du PIB de 2,7% ou plus en 2014. Si les Fed Funds demeurent stables l'an prochain, le taux à 2 ans ne devrait pas remonter fortement et la marge de hausse des taux à 10 ans serait ainsi contrainte.

Enfin, le risque de faire replonger l'économie américaine ne peut être négligé. Si la Fed se réjouit de limiter l'effervescence des marchés, elle constate que la remontée des taux obligataires a déjà entraîné une hausse des taux des emprunts immobiliers, au plus haut sur deux ans. Même si à ce stade les

mouvements de marché et la montée des taux des crédits hypothécaires ne sont pas de nature à compromettre la reprise, cela pourrait changer si la purge obligatoire devait s'accélérer. Prudente, la Fed fera donc tout pour éviter une brusque accélération à la hausse des taux longs.

nuno.teixeira@schroders.com

3

L'AGEFI
Database

LE FICHER NOMINATIF
100 % FINANCE ET ENTREPRISES

• Une simplicité d'exploitation sous Excel • Une approche qualitative avec l'équipe Agefi B to B • Des fichiers exclusifs • Une expertise Finance et Management • Une mise à jour en temps réel

50 000
contacts

Location et vente de fichiers qualifiés, mise à jour en temps réel

• Une offre ciblée sur le management des Grandes Entreprises et sur le Secteur de la Finance

• Des fichiers exclusifs pour vos campagnes postales ou électroniques

• Un ciblage en ligne sur <http://kiosque.agefi.fr>

CONTACT ET DEVIS - Dominique MURCIA

Tél. : 01 53 00 27 32 - email : dmurcia@agefi.fr

Le marché high yield européen repart sur les capote de roue

Le compartiment a représenté la moitié des émissions de la semaine écoulée. Plusieurs signatures, souvent issues du LBO, ont fait leurs débuts

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Comme si de rien n'était, le marché primaire du high yield européen est reparti de plus belle ces derniers jours. La volatilité et la remontée des spreads, qui dans la foulée des promesses de resserrement monétaire de la Fed avaient gelé les projets d'émission, font davantage sentir leurs effets aux Etats-Unis qu'en Europe. Alors que le distributeur Best Buy a seulement mis fin le 12 juillet à sept jours de disette sur le marché américain, les émissions d'emprunteurs européens ont rythmé la semaine écoulée.

Catégories haut rendement et investissement confondues, les volumes placés ont atteint 6,8 milliards d'euros en Europe du 8 au 12 juillet. «Si le volume est proche de la semaine précédente, le regain d'appétit vis-à-vis du risque est clairement visible dans la topologie des émissions : 18 émissions allant du CCC au BBB+ la semaine dernière contre 10

émissions allant du BBB- au CCC la semaine d'avant», notent les analystes de CM-CIC Securities. Les propos plus modérés de Ben Bernanke, président de la Fed, quant à la perspective d'un retrait du programme d'assouplissement quantitatif, ont détendu les investisseurs.

Le high yield a représenté la moitié des volumes, soit 3,4 milliards. Plusieurs signatures, souvent sous LBO, ont profité

Maisons du Monde et CeramTec sont attendus

de l'accalmie pour faire leurs débuts sur le marché obligataire. L'équipementier FTE Automotive, détenu par Bain Capital, a levé 240 millions d'euros à 9%. Le laboratoire suisse Unilabs, qui avait renoncé à émettre il y a un mois, a finalement pu placer près de 700 millions en trois tranches. La chaîne de cinémas Vue Entertainment, rachetée en juin par

des fonds de pension canadiens, et le fabricant de surgelés Findus, qui a restructuré sa dette LBO l'an dernier, ont également émis leurs premières obligations. Les fonds levés servent le plus souvent à refinancer des prêts bancaires (loans).

Les signatures détenues par des fonds d'investissement pourraient encore animer les derniers jours qui restent avant la trêve estivale du marché primaire. Bain Capital compte financer par obligations le récent rachat de la chaîne de décoration Maisons du Monde. Le pré-marketing de la transaction auprès des investisseurs a commencé. Le fabricant allemand de céramiques CeramTec, que Cinven vient d'acquérir pour 1,5 milliard d'euros, prépare quant à lui une émission obligataire de 300 millions après avoir lancé vendredi la syndication d'environ 650 millions de prêts.

4

Emissions attendues sur le high yield					Sources : L'Agefi, Bloomberg
Emetteur	Maturité	Devise	Montant en mns €	Lancement	Chefs de file
Maisons du Monde	7 ans	Euro			Commerzbank, Credit Suisse, Natixis
CeramTec	7 ans	Euro	300	Imminent	Deutsche Bank, RBC, UBS
Niveau des spreads sur les émissions high yield récentes					
Emetteur	Date d'émission	Maturité	Notation	Montant en mns €	Rendement
Findus	12-juil	2018	B-/B3	174	9,50 %
Findus	12-juil	2018	B-/B3	305	9,125 %
Vue Entertainment	11-juil	2020	B/B2	290	Coupon Euribor + 525 pb
Vue Entertainment	11-juil	2020	B/B2	348	7,875 %
Unilabs	10-juil	2018	B/B3	130	8,65 %
Unilabs	10-juil	janv-19	CCC+/Caa2	200	12 %
Unilabs	10-juil	2018	B/B3	355	9 %
Amplifon	09-juil	2018	Non noté	275	5 %
Continental	09-juil	2018	BB/Ba2	750	3,25 %
Fiat Finance & Trade	09-juil	2019	BB-/B1	850	6,75 %
FTE automotive	09-juil	2020	B/B1	240	9 %



Forum
GESTION D'ACTIFS
12^e édition

Ils seront tous au
12^e Forum de la Gestion d'Actifs
le 10 octobre 2013. Rejoignez-les !

Inscriptions sur www.agefi.fr



5

Gold Sponsor :



Avec le soutien de :



En partenariat :



L'Afep et le Medef veulent que l'Europe se fasse mieux entendre sur les IFRS

Les organisations patronales publient un rapport dans lequel elles proposent notamment de réorganiser l'Efrag qui conseille techniquement la Commission

par SOLENN POULLENNEC

Les lobbys patronaux français souhaitent que l'Europe soit plus influente dans l'élaboration et l'adoption des normes comptables internationales. Un rapport de l'Afep et du Medef publié ce matin, dont L'Agefi a pu lire une copie, plaide pour «une réforme profonde» du dispositif d'adoption des IFRS.

Les entreprises ne remettent pas en cause les IFRS. Cependant, elles déplorent que le référentiel présente des «faiblesses» et que «toutes les leçons de la crise n'ont pas été encore tirées». A leurs yeux, les IFRS sont complexes, ne tiennent pas assez compte des investisseurs de long terme, sont parfois déconnectées de la réalité économique des entreprises ou introduisent trop de volatilité.

«Ce qui nous paraît le plus important c'est de nous organiser en Europe pour peser d'une seule voix auprès de l'IASB», explique-t-on au Medef. Le rapport a été

rédigé par un comité de grands patrons, présidés par Michel Pébereau. Les entreprises jugent que les Etats-Unis, qui n'adopteront pas les IFRS avant longtemps, ont encore trop de poids dans leur élaboration. L'Union européenne, au contraire, n'a pas une influence en rapport avec son poids au sein des utilisateurs des normes.

«Le dispositif européen d'adoption des

Les Etats-Unis ont trop de poids

IFRS n'a pas permis une prise en compte satisfaisante des préoccupations européennes par l'IASB», déplore le rapport, car il est peu lisible et ne permet pas d'entendre une seule voix européenne. L'European Financial Reporting Advisory Group (Efrag), organisme privé, composé d'experts indépendants et de normalisateurs nationaux, conseille techniquement la

Commission. L'Accounting Regulatory Committee (ARC), regroupe des autorités publiques des Etats et apporte un avis plus politique.

Les lobbys proposent donc d'ouvrir l'Efrag, pour y accueillir les autorités européennes concernées, comme celles des marchés, des banques et des assurances (EBA, Esma et Eiopa), afin d'élargir ses missions. L'Afep et le Medef proposent aussi de réformer le cadre conceptuel des IFRS pour mieux prendre en compte les besoins de l'économie. Enfin, ils souhaiteraient que l'Union puisse modifier ou remplacer une norme comptable qu'elle jugerait inadaptée.

L'Afep-Medef compte partager son rapport avec Bruxelles qui a confié à l'ancien président de la BEI, Philippe Maystadt, une réflexion sur le rôle de l'Union pour la diffusion des normes comptables en mars dernier.

6

GSK fait les frais de la lutte anticorruption en Chine trois ans après Rio Tinto

Le groupe est accusé d'avoir versé des pots-de-vin à des fonctionnaires et à des médecins chinois pendant six ans

par LA RÉDACTION

Le scandale de corruption qui affecte le laboratoire britannique GlaxoSmithKline en Chine n'en finit pas de s'étendre. GSK a versé des pots-de-vin à des fonctionnaires et à des médecins chinois via des agences de voyages et de conseils pendant six ans pour gonfler ses volumes et ses prix de vente en Chine, ont annoncé lundi les autorités. Quatre membres de la direction chinoise du groupe pharmaceutique britannique ont été arrêtés, a précisé à la presse Gao Feng, chef de l'unité de répression des crimes économiques au ministère de la Sécurité publique. Aucun ressortissant britannique ne figure à ce stade parmi les prévenus.

Depuis 2007 le groupe a, selon Gao Feng, versé jusqu'à trois milliards de yuans (375 millions d'euros) à 700 agences de voyages et de conseils. Il n'a

pas précisé la part de ces dépenses utilisées en pots-de-vin. «Nous avons des raisons suffisantes de soupçonner que ces transferts ont été réalisés illégalement. On pourrait dire que les agences de voyages et GSK étaient complices», a-t-il poursuivi, selon des propos rapportés par Reuters.

Le groupe britannique, dont l'action n'a quasiment pas réagi ces derniers jours au scandale grandissant, a fait amende honorable hier dans un communiqué. Il passe sous revue l'ensemble de ses contrats avec les agences, et a coupé les ponts avec celles qui sont incriminées dans l'enquête. La société avait indiqué auparavant n'avoir trouvé aucune preuve de corruption en Chine, tout en ajoutant qu'elle était disposée à collaborer avec les autorités chinoises. Elle dit n'avoir été informée de l'enquête qu'au début du mois de juin.

En Chine, le groupe britannique

commercialise essentiellement des vaccins, des médicaments contre les maladies pulmonaires ainsi que des traitements contre le cancer. Cité par l'agence Chine nouvelle, le vice-président de GSK Chine, qui fait partie des quatre personnes arrêtées, a déclaré que des médicaments d'un coût de fabrication de 30 yuans (3,70 euros) pouvaient être vendus dix fois plus cher à des patients.

GSK est la plus importante société à faire l'objet d'une enquête pour corruption depuis l'emprisonnement de quatre dirigeants du géant minier Rio Tinto en mars 2010, accusés d'avoir accepté des pots-de-vin et volé des secrets commerciaux. Dans le cas de Rio Tinto, les quatre dirigeants - un citoyen australien né en Chine et trois Chinois - ont été condamnés à des peines de prison allant de sept à quatorze ans.

Altran rééquilibre sa structure de financement

Avec son premier placement privé de 135 millions d'euros, la société se finance désormais à parité entre obligations et crédit bancaire

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Altran rejoint la cohorte d'entreprises qui se laissent tenter par les placements privés. L'émission obligataire de 135 millions d'euros à 6 ans que la société de conseil en innovation et en ingénierie vient de vendre à un petit groupe d'investisseurs aura pour effet de rééquilibrer la structure de sa dette. Deux mois après la [conversion anticipée en actions](#) de ses obligations convertibles (Oceane), cette nouvelle opération achève de donner au groupe davantage de souplesse financière.

Au terme de la transaction, Altran compte 135 millions d'euros de dette obligataire et 150 millions de dette bancaire sous la forme d'un crédit syndiqué tiré à hauteur de 122 millions, soit une répartition à peu près égale entre les deux sources. La société se finance aussi par affacturage. «*Cette opération permet à Altran de diversifier ses sources*

de financement à des conditions avantageuses et allonge la maturité moyenne de sa dette. Surtout, elle accroît significativement sa capacité financière pour de nouvelles acquisitions», estimaient hier les analystes de CM-CIC Securities. «*Ceci nous semble également plus favorable en termes de lisibilité du bilan du groupe*», ajoutent les analystes d'Aurel BGC. Un

Un coupon plus bas que ceux d'Akka et Steria

sentiment partagé par le marché, l'action ayant pris jusqu'à 3,50% hier en séance.

A 3,75%, le coupon trouvé se compare favorablement à ceux de placements privés récents, qu'il s'agisse d'[Akka Technologies](#) dans le même secteur (100 millions d'euros à 5 ans à 4,45%) ou de [Steria](#) (180 millions à 4,25%). «*Les investisseurs sont restés impassibles par*

rapport aux mouvements de marché de fin juin et début juillet. A aucun moment l'opération n'a été suspendue en raison de ces variations, et les spreads indiqués ont été tenus. C'est ce risque d'exécution relativement limité qui plaît aux émetteurs», indique Guy Silvestre, co-responsable du département global capital markets chez [SG CIB](#). La banque a dirigé la transaction avec le Crédit Agricole d'Ile-de-France en co-chef de file.

Altran constitue le candidat type pour ce genre d'opérations. «*Le placement privé se justifie pour une entreprise n'ayant pas besoin de revenir fréquemment sur le marché ni d'être notée, et n'ayant pas la taille pour émettre publiquement un emprunt benchmark*», rappelle Frédéric Catelon, chez [SG CIB](#). Le processus aura pris deux mois au total.

7

Ipsen muscle ses capacités de recherche neurologique

Le rachat de Syntaxin pour un prix potentiel de 158 millions d'euros ne devrait pas trop peser à court terme sur le BPA, selon Gilbert Dupont

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Ipsen fait coup double dans la recherche neurologique. Conseillé par Lazard et par les cabinets d'avocats [Freshfields Bruckhaus Deringer](#) et [Bristows](#), le groupe pharmaceutique français a annoncé le 15 juillet le rachat de la société britannique Syntaxin, spécialisée dans l'ingénierie des toxines botuliques. Il a signé en parallèle un accord de collaboration avec le bureau de développement technologique de l'Université de Harvard, toujours dans ce domaine. La toxine botulique, connue pour ses effets contre les rides, peut permettre aussi de traiter des troubles moteurs en bloquant l'activité neuromusculaire au niveau des terminaisons nerveuses et en réduisant les spasmes musculaires.

Syntaxin possède un portefeuille de 75 brevets délivrés et de plus de 130 brevets en cours d'examen, dont un produit actuellement en phase II d'essais cliniques. Son rachat pourrait potentiellement coûter 158 millions d'euros à [Ipsen](#). Le prix se décompose en un paiement cash de 28 millions et en des versements ultérieurs qui pourront atteindre jusqu'à 130 millions d'euros.

«*Le cash-burn de la société cible, et donc l'impact sur les bénéfices par action (BPA) d'[Ipsen](#) à court terme, n'est pas très conséquent*», soulignent les analystes de Gilbert Dupont. *D'autant que le projet en phase II fait l'objet d'un partenariat avec Allergan, qui prend en charge la R&D afférente et s'est engagé à verser des redevances une fois le produit mis sur le marché, et que le reste du portefeuille de R&D semble très early*

stage», c'est-à-dire en phase de démarrage. L'action [Ipsen](#), en hausse de près de 32% depuis le début de l'année, n'a quasiment pas réagi à la nouvelle.

Ipsen et Syntaxin se connaissent bien. Le groupe français détenait déjà 10% du capital de la société britannique sur une base pleinement diluée, et avait déjà conclu avec elle un partenariat en 2011. Il espère intégrer entièrement Syntaxin d'ici à la fin de l'année.

L'accord avec le bureau de développement technologique Harvard, lui, prévoit qu'[Ipsen](#) en finance pendant trois ans la recherche afin de découvrir de nouvelles toxines botuliques. Le groupe se verra octroyer les droits exclusifs sur toute toxine issue de cette collaboration, en versant des redevances.

VIE DES SOCIÉTÉS

FRANCHISSEMENTS DE SEUIL:

LDLC.Com: Laurent Villemonte de la Clergerie a franchi en baisse le seuil de 25 % du capital et détient 24,44 % du capital et 29,43 % des droits de vote (10/07/13).

Ausy: Nextstage agissant pour le compte d fonds sous gestion a franchi en hausse, à titre de régularisation le seuil de 5 % du capital et détient 5,003 % du capital et 3,81 % des droits de vote (10/07/13).

Foncière des 6e et 7e arrondissement de Paris: [Allianz](#) SE a franchi en hausse, indirectement via les sociétés anonymes [Allianz Vie](#) et [Allianz Iard](#) qu'elle contrôle, les seuils de 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,52 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Paris Hôtels Roissy Vaugirard a franchi en baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 1,14 % du capital et des droits de vote.

Cofitem-Cofimur a franchi en hausse directement et indirectement via la société Hôtelière de la Villette qu'elle contrôle, les seuils de 15 % du capital et des droits de vote et détient 16,79 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Covéa a franchi en hausse indirectement via les sociétés Covéa Coopérations et [MAAF Santé](#) qu'elle contrôle les seuils de 20 % et 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,83 % du capital et des droits de vote (04/07/13).

Saint-Gobain: [Amundi](#) agissant pour le compte du FCPE Saint-Gobain PEG France dont elle assure la gestion, a franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de cote et détient 6,77 % du capital et 10,04 % des droits de vote (09/07/13).

Sodexo: First Eagle IM agissant pour le

compte de fonds dont elle assure la gestion a franchi en baisse le seuil de 5 % des droits de vote et détient 3,65 % du capital et 4,96 % des droits de vote (09/07/13).

Aéroport de Paris: SOC a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 8,00 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Neopost: [UBS AG](#) a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 5,01 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Groupe Steria: [Amundi](#) agissant pour le compte du FCPE Groupe Steriactions dont elle assure la gestion a franchi en hausse le seuil de 15 % du capital et détient 15,15 % du capital et 18,87 % des droits de vote (08/07/13).

Remy Cointreau: Andromède, [Orpar](#) et [Recopart](#) et [Fine Champagne Investissement](#) ont franchi en hausse les seuils de 50 % du capital et 2/3 des droits de vote et détient 50,96 % du capital et 66,78 % des droits de vote (08/07/13).

Arkema: [Fonds Stratégie de Participations](#) a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 6,05 % du capital et 5,64 % des droits de vote (05/07/13).

Seb: [Fonds Stratégie de Participations](#) a franchi en hausse le seuil de 5 % du capital et détient 5,25 % du capital et 3,58 % des droits de vote (05/07/13).

Mauna Kea Technologies: [Psilos Group Partners](#) a franchi en baisse les seuils de 10 % du capital et 5 % du capital et des droits de vote et détient 2,55 % du capital et 1,91 % des droits de vote (04/07/13). [The Capital Group Companies](#) a franchi en hausse le seuil de

5 % du capital et détient 6,42 % du capital et 4,81 % des droits de vote (28/06/13).

OFFRES PUBLIQUES:

Aedian: dépôt d'un projet d'offre publique d'achat d'[Aubay](#) au prix de 6,80 € par action et de 1,64 € par BSAANE (10/07/13).

Hologram Industries: offre publique d'achat simplifiée de [Surys](#), ouverte du 11/07 au 02/08/13 inclus (10/07/13).

Groupe Monceau Fleurs: projet d'offre publique d'achat simplifiée de [Perceva Holding](#) au prix de 0,63 € par action et 3,125 € par obligation convertible de nominal 12,50 € (25/06/13).

Sical: projet d'offre publique de retrait de [Celta](#) de concert avec [Sofpo](#) et [Bernard Rossmann](#) au prix de 20 € par action (20/06/13).

Foncière Dév. Logements: offre publique d'échange de [Foncière des Régions](#) par remise de 6 actions nouvelles [Foncière des Régions](#) à émettre pour 23 actions [Foncière Développement Logements](#) présentées ; offre ouverte le 27/06/13 (26/06/13).

GFI Informatique: projet d'offre publique d'achat simplifiée d'[Infonin Participations](#) au prix de 3,75 € par action, 5,25 € par [Oceane](#) et 0,35 € par [BSAR](#) (10/06/13).

Club Méditerranée: projet d'offre publique d'achat de [Gaillon Invest](#) au prix de 17 € par action et de 19,23 € (coupon détaché - [Océanes](#)) (30/05/13).

D'autres informations sur la vie des sociétés: 

8

ACTUALITE DES ENTREPRISES

Chiffre d'affaires

Accor: Chiffre d'affaires trimestriel le 16/07/2013
L'Oréal: Chiffre d'affaires trimestriel le 16/07/2013
Orpea: Chiffre d'affaires trimestriel le 17/07/2013
Manutan: Chiffre d'affaires trimestriel le 17/07/2013
Carrefour: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Rémy Cointreau: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Hermès: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
BioMérieux: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013

Résultats

SKF: Résultats trimestriels le 16/07/2013
Goldman Sachs: Résultats trimestriels le 16/07/2013
Coca-Cola: Résultats trimestriels le 16/07/2013
ASML Holdings: Résultats trimestriels le 17/07/2013
Novartis: Résultats trimestriels le 17/07/2013
Bank of America: Résultats trimestriels le 17/07/2013
Intel: Résultats trimestriels le 17/07/2013
Akzo Nobel: Résultats trimestriels le 18/07/2013

Ericsson: Résultats trimestriels le 18/07/2013
SAP: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Nokia: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Verizon: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Microsoft: Résultats trimestriels le 18/07/2013
AMD: Résultats trimestriels le 18/07/2013



"Your gateway to unconventional beta"

SCOR Global Investments SE | +33 1 53 64 65 26 www.scor-gi.com
 Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP09000006



Le Cercle des états-majors



L'invité du Cercle des Etats-Majors

Pierre Pringuet

Directeur général
Pernod Ricard

Président de l'Afep
Association française des entreprises privées

jeudi 19 septembre 2013

à 19 heures

avec le soutien de

ERIC SALMON & PARTNERS

Deloitte.

CHRISTIE'S

Demandez votre invitation gratuite à fbellamari@agefi.fr

BNP Paribas va gérer les dérivés actions de Crédit Agricole CIB

A partir du 1er janvier 2014, la banque de la rue d'Antin assurera la gestion en extinction des produits actions, qui resteront au bilan de CA CIB

par AMÉLIE LAURIN

Il l'avait annoncé fin 2011, le Crédit Agricole l'a fait. Selon des sources concordantes, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CA CIB) sort enfin des dérivés actions en cédant la gestion de son portefeuille résiduel à [BNP Paribas](#). L'accord scellé jeudi dernier prévoit que les opérations sur ce stock de produits structurés en extinction seront assurées par [BNP Paribas](#), à partir du 1er janvier 2014. Les *books* concernés resteront dans le bilan de CA CIB, assure l'une des sources, donc continueront à consommer des fonds propres.

De même, CA CIB proposera toujours à ses clients des dérivés *corporates* et des convertibles. Ces derniers n'entrent pas dans le champ des actifs gérés en extinction, qui incluent aussi des CDO, CLO et ABS, les dérivés exotiques de taux ou encore les portefeuilles dépréciés à sous-jacent immobilier. «*Il reste encore une trentaine de personnes sur les*

dérivés actions, indique un représentant syndical de CA CIB. *Quatre ou cinq devraient rester chez nous pour assurer les dernières opérations*».

Selon un bon connaisseur du dossier, proche de [BNP Paribas](#), l'accord porte sur un portefeuille de moins de 100 millions d'euros et prévoirait aussi que la banque de la rue d'Antin fournisse des dérivés en marque blanche aux clients de la filiale du

Portage de CLSA Taiwan

Crédit Agricole. Une autre source, proche de la banque verte, assure que cette possibilité a été évoquée avant d'être abandonnée.

Lors de l'appel d'offres, la Société Générale s'était elle aussi portée candidate. Connue pour son expertise dans les dérivés actions, elle aurait été écartée en raison d'interrogations sur

l'exécution du mandat, indique la source proche de [BNP Paribas](#). Le projet Mikado prévoit en effet l'externalisation, auprès d'Accenture, d'une partie des *back-offices* des salles de marché de la banque de La Défense. Du côté de [BNP Paribas](#), l'opération n'est pas une première. En 2005, le [CIC](#) lui avait transféré ses structurés actions après de lourdes pertes.

Outre son retrait des dérivés, le Crédit Agricole espère boucler d'ici à la fin du mois sa sortie du *cash* actions. Après la vente de son courtier européen Cheuvreux à Kepler, finalisée en mai, il doit sceller celle de CLSA au chinois Citics. La partie taiwanaise du *broker* asiatique pourrait être exclue du périmètre de cession et «portée» par CASA, suite au blocage des autorités de Taiwan, opposées à une reprise par des intérêts chinois.

10

Commerzbank rassure sur sa capacité à faire maigrir son bilan

La vente à Wells Fargo et à Lone Star d'un portefeuille d'immobilier commercial s'est faite à une décote limitée de 3,5%

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Commerzbank, l'une des pires performances boursières du secteur bancaire européen en 2013, a enfin de bonnes nouvelles à annoncer aux investisseurs. La vente à [Wells Fargo](#) d'un portefeuille de prêts à l'immobilier commercial en Grande-Bretagne a démontré hier la capacité de la banque allemande à alléger son bilan à des conditions financières raisonnables. Le titre a fini la séance en hausse de 3,94 %, limitant à 42% le repli boursier depuis janvier.

La transaction couvre 5 milliards d'euros de prêts à l'immobilier commercial. Elle concerne en fait l'intégralité des activités en Grande-Bretagne de Hypothekenbank Frankfurt, l'ex-Eurohypo à l'origine d'une grosse part des difficultés de sa maison mère. Ses employés seront transférés à [Wells Fargo](#).

Le fonds Lone Star prendra également part à la transaction en rachetant grâce à un financement de la banque américaine la portion du portefeuille jugée non performante, soit 1,3 milliard de livres (1,5 milliard d'euros) selon [Wells Fargo](#).

Commerzbank s'en tire avec une décote limitée, de 3,5% de la valeur nominale du portefeuille. La banque enregistrera une moins-value de 179 millions d'euros, dont 134 millions dans ses comptes à fin juin et le solde au troisième trimestre, au cours duquel la transaction doit être bouclée. En contrepartie, le groupe déconsolidera l'équivalent de 1,5 milliard d'actifs pondérés du risque, pour un gain en capital réglementaire de 133 millions. Au total, le bilan de la transaction s'avère neutre en termes de ratios de solvabilité.

«*C'est une bonne nouvelle car la vente du portefeuille britannique s'est faite quasiment à la valeur comptable. Cela*

allège l'une des principales craintes au sujet de [Commerzbank](#), à savoir qu'elle ne pourrait pas vendre son portefeuille non stratégique sans encaisser de lourdes pertes», réagit Michael Seufert, analyste chez Norddeutsche Landesbank.

Commerzbank a d'ailleurs abaissé de 93 milliards d'euros à «*significativement moins de 90 milliards*» son objectif cible pour ses actifs non stratégiques en 2016. Ce portefeuille, constitué de financements aux collectivités, à l'immobilier commercial et aux compagnies maritimes, atteignait 143 milliards à fin mars.

L'Etat allemand, actionnaire à 17% de [Commerzbank](#), a par ailleurs démenti hier la vente de ses parts à des banques étrangères. Le magazine *Focus* lui en avait prêté l'intention samedi.

Citigroup confirme son redressement au deuxième trimestre

Le résultat de la banque américaine est de nouveau supérieur aux attentes grâce aux activités de marché et à la baisse des provisions

par AMÉLIE LAURIN

Citigroup poursuit sur sa lancée du premier trimestre. La troisième banque américaine en termes d'actifs a publié hier des résultats à fin juin supérieurs au consensus. Ces trois derniers mois, le bénéfice net du groupe a progressé de 26%, à 3,83 milliards de dollars (2,9 milliards d'euros), un fois retraité de la variation de la dette propre et de la moins-value sur la banque turque Akbank, vendue l'an dernier. Hors exceptionnels, le résultat net augmente de 42%, à 4,18 milliards de dollars.

L'activité de la banque a été tirée par le *trading* et la baisse des provisions sur les crédits hypothécaires. Les revenus du courtage actions ont bondi de 68% sur un an, à 942 millions de dollars. Le *fixed income* (taux et changes) affiche une progression de 18%, à 3,37 milliards, malgré la remontée des taux longs à la suite des annonces récentes de la Fed.

Le deuxième trimestre 2012 constitue toutefois une base de comparaison favorable. Au-delà des activités de marchés, l'ensemble des métiers de Citigroup ont progressé, ou au pire stagné. Les revenus totaux du groupe ont atteint 20 milliards de dollars (+8%), hors exceptionnels.

Les provisions pour pertes de crédit ont de leur côté continué à décroître,

20 milliards de revenus

passant de 3,5 à 2,6 milliards de dollars, grâce au redressement des prix de l'immobilier. Le groupe a également annulé 787 millions de provisions pour créances douteuses dans Citi Holdings. Cette division, qui concentre les actifs gérés en extinction, affiche aussi sa plus faible perte trimestrielle, soit 274 milliards de dollars. Depuis un an, les

actifs de cette dernière ont fondu de 31% mais s'élèvent encore à 131 milliards de dollars. Ils représentent 7% du total des actifs de la banque.

Michael Corbat, aux manettes du groupe depuis l'automne dernier, a continué à réduire la voilure en vendant ce trimestre l'entité brésilienne de crédit à la consommation à Itau Unibanco. L'opération, qui doit encore être approuvée par les autorités locales, entraînera un gain voisin de 300 millions de dollars.

La banque a également annoncé vouloir sortir d'Uruguay et a finalisé la cession de ses activités roumaines à l'autrichien Raiffeisen. Citigroup reste toutefois la plus internationale des banques américaines: seuls 42% de ses revenus proviennent d'Amérique du Nord.

11

EXCLUSIF

Découvrez les Panels Interactifs



- ▶ Taux
- ▶ Actions
- ▶ Devises
- ▶ Crédits
- ▶ Allocations

Créez votre propre panel à l'aide des prévisions de nos panélistes sur les données des marchés

A découvrir sur
www.agefi.fr/panels-interactifs



TAUX & CHANGES

INDICES OBLIGATAIRES BARCLAYS CAPITAL					
	Adjusted Duration	Total Return	M-T-D Return	Y-T-D Return	Inception Return
US Treasury	5,14	-0,13	-0,36	-2,46	1913,70
1 - 3 years	1,90	-0,03	0,02	0,04	150,01
3 - 5 years	3,81	-0,12	-0,05	-1,34	225,69
5 - 7 years	5,77	-0,19	-0,33	-3,23	271,79
7 - 10 years	7,83	-0,21	-0,68	-4,83	300,72
10+ years	16,16	-0,36	-2,14	-9,80	2664,10
US Corporate	6,75	-0,11	0,20	-3,42	2257,70
US High Yield	4,28	0,27	1,23	2,67	1411,80
Euro-Aggregate	5,66	0,18	0,69	0,82	110,24
Treasury	6,35	0,21	0,69	0,77	109,60
1 - 3 years	1,90	0,01	0,27	0,79	74,09
3 - 5 years	3,64	0,06	0,61	0,72	100,35
5 - 7 years	5,26	0,15	0,82	1,20	119,27
7 - 10 years	7,14	0,27	1,05	1,22	127,24
10+ years	12,43	0,51	0,83	0,18	149,57
Corporate	4,42	0,10	0,85	0,94	110,59
Financial	4,11	0,05	0,84	1,10	107,18
Industrial	4,64	0,17	0,87	0,61	116,44
Utility	4,96	0,04	0,86	1,62	131,24
AAA	6,02	0,24	0,80	-0,54	111,31
AA	6,17	0,18	0,90	-0,32	101,16
A	4,56	0,14	0,83	1,37	97,13
BAA	5,24	0,12	0,36	3,10	115,64
Sovereign/Supra.	5,83	0,20	0,75	-0,36	117,18
Collateralised	4,21	0,10	0,41	1,51	108,63
Euro-Aggregate 500+	5,67	0,18	0,69	0,81	110,55
Euro High Yield	3,51	0,00	0,87	3,25	138,63

NIVEAUX MOYEN D'EMISSION SUR LES TCN										MàJ : 11-07-2013		
Echéance	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	9 mois	1 an				
Corporates												
A-1+/P-1/F-1+	-2,5	-1,3	0,0	0,0	3,7	6,0	9,3	13,7				
A-1/P-1/F-1	-0,7	1,1	2,4	5,7	9,2	12,8	19,3	24,7				
A-2/P-2/F-2	2,3	4,8	6,8	11,7	20,8	23,8						
A-3/P-3/F-3	19,3	27,3	35,8									
ABCP												
A-1+/P-1/F-1+	1,0	2,7	7,0	N/A	N/A	N/A						
A-1/P-1/F-1	4,8	4,5	9,0	N/A	N/A	N/A						
Banques												
A-1+/P-1/F-1+	-10,8	-6,8	0,0	1,5	2,5	4,5	9,5	15,5				
A-1/P-1/F-1	-5,7	-1,2	5,0	8,3	10,5	14,0	23,8	31,8				
A-2/P-2/F-2	2,8	10,3	20,8	23,7	32,7	53,8						
Supras												
A-1+/P-1/F-1+	-10,0	-7,0	-5,5	-4,0	-2,5	-0,7	2,3	4,0				

Les niveaux sont des niveaux estimatifs. L'index est contribué par 4 contributeurs avec un minimum de 2 contributeurs par niveau.

EuroMTS Index (ex CNO-Etrix)							
	1-3 ans	3-5 ans	8-7 ans	7-10 ans	10-15 ans	+15 ans	Global ans
Index	136,25	140,68	143,95	146,70	150,62	155,98	143,50
Duration	1,95	3,55	5,24	7,27	9,72	13,94	6,37
Modified Duration	1,88	3,41	5,03	6,97	9,30	13,32	6,10
Convexity	5,59	15,90	32,46	61,35	110,99	264,71	76,11
Average Coupon	3,92	5,29	4,41	4,00	4,23	5,52	4,59
Average Maturity	2,04	3,93	5,96	8,65	12,47	23,94	8,85
Average Yield	4,06	4,14	4,20	4,31	4,52	4,67	4,43
Weight	25,75	21,76	12,62	19,78	5,44	14,66	100,00
Index Change	0,09	0,18	0,25	0,26	0,24	0,28	0,20
Yield Change	-0,03	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,02

ACTIONS

Indices Français					
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)	
CAC 40	3878,58	0,61	4072,24	28/05/2013	3065,47 25/07/2012
SBF 120	3000,81	0,56	3129,00	28/05/2013	2365,75 25/07/2012
SBF 250	2930,49	0,55	3054,03	28/05/2013	2315,41 25/07/2012
Europe					
DJ Stoxx 50	2698,37	0,32	2845,35	22/05/2013	2366,01 26/07/2012
DJ Euro Stoxx 50	2686,69	0,44	2851,48	28/05/2013	2142,46 25/07/2012
DJ Stoxx 600	297,38	0,40	311,07	22/05/2013	249,77 25/07/2012
FT Eurofirst 100	3526,60	0,49	3711,77	22/05/2013	3029,24 26/07/2012
Allemagne					
Dax	8234,81	0,00	8557,86	22/05/2013	6324,53 26/07/2012
Grande-Bretagne					
FTSE 100	6586,11	0,63	6875,62	22/05/2013	5478,02 25/07/2012
Espagne					
Ibex 35	7855,10	0,13	8755,90	28/01/2013	5905,30 23/07/2012
Italie					
S&P / MIB	15597,34	1,08	17983,63	30/01/2013	12295,76 25/07/2012
Suisse					
SMI	7999,15	0,20	8411,30	22/05/2013	6151,06 13/07/2012
Pays-Bas					
AEX	366,77	0,50	373,31	28/05/2013	311,13 25/07/2012
Belgique					
BEL 20	2644,97	0,57	2750,35	22/05/2013	2167,96 25/07/2012
Danemark					
KFX	539,11	-0,28	564,61	05/03/2013	458,23 13/07/2012
Finlande					
HEX	6205,70	-0,33	6491,15	22/05/2013	4915,11 23/07/2012
Norvège					
OBX	456,48	0,55	459,21	28/05/2013	376,26 13/07/2012

Indices Américains							
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)			
Etats-Unis							
DJ Industrial	15484,26	0,13	15542,40	22/05/2013	12471,49	16/11/2012	
S&P 500	1682,50	0,14	1687,18	22/05/2013	1329,24	24/07/2012	
Nasdaq Composite	3607,49	0,21	3609,59	15/07/2013	2810,80	16/11/2012	
Nasdaq 100	3079,85	0,03	3082,25	15/07/2013	2494,38	16/11/2012	
Canada							
S&P / TSX	12528,35	0,53	12904,70	12/03/2013	11416,49	23/07/2012	
Mexique							
Bolsa	40322,32	-0,02	46075,04	29/01/2013	37034,30	24/06/2013	
Brésil							
Bovespa	46738,90	2,65	63472,55	03/01/2013	44107,06	05/07/2013	
Indices asiatiques							
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)			
Japon							
Nikkei 225	14506,25	0,23	15942,60	23/05/2013	8328,02	25/07/2012	
Topix	1201,99	0,60	1289,77	23/05/2013	703,31	25/07/2012	
Hong-Kong							
Hang Seng	21303,31	0,12	23944,74	04/02/2013	18710,59	25/07/2012	
Australie							
S&P / ASX	4981,11	0,15	5249,60	15/05/2013	4082,20	16/07/2012	
Chine							
Shanghai A	2155,35	0,98	2558,83	18/02/2013	1935,59	25/06/2013	
Corée du Sud							
Kospi	1875,16	0,28	2042,48	03/01/2013	1758,99	25/07/2012	
Taiwan							
Taipei Wght	8254,68	0,42	8439,15	22/05/2013	6922,73	25/07/2012	
Thaïlande							
SET	1455,40	0,12	1649,77	21/05/2013	1172,92	26/07/2012	
Indonésie							
Jakarta Composite	4635,73	0,06	5251,30	21/05/2013	3964,81	25/07/2012	
Inde							
BSE	3236,82	0,02	3464,79	22/05/2013	2931,60	16/11/2012	

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911 - 8 rue du Sentier, Paris 2e - Site Internet : www.agefi.fr Pour joindre directement vos correspondants : Par téléphone : Standard 01 53 00 26 26 - Rédaction (2703) - Par fax : Administration (2627) - Rédaction (2728) - Par e-mail : 1^{er} lettre du prenomnom@agefi.fr. **Direction** Directeur général, directeur de la publication, directeur éditorial : Philippe Mudry (2704), Directeur général délégué en charge de la gestion et du développement : François Robin (2634), Directeur commercial : Laurent Luiset (2692) **Rédaction** Rédacteur en chef : Alexandre Garabedian (2646), Rédacteur en chef adjoint : Olivier Pinaud (2608), Rédacteurs : Yves-Marc Le Réour (2667), Patrick Aussanaire (2661), Antoine Duroyon (2747), Bruno de Rouilhac (2737), Antoine Landrot (2719), Amélie Laurin (2658), Benoît Menou (2721), Solenn Poullennec (2712), Bruno Sillard (2743), Secrétaire de la rédaction : Laurence Catelan (2703) **Edition-Réalisation** Rédacteur en chef technique : Philippe Bonnet (2742), Régine Kuhn (2735) **Diffusion-Abonnements-Éditions** Service abonnements : Tel : 01 53 00 26 62 - Fax : 01 53 00 27 25 E-mail : abonnements@agefi.fr. Directrice marketing client : Cécile Valéri, Responsable réabonnement : Armelle Dutheil (2722), Service relation client : Sabrina Del Rosario (2662), Catherine Mosqueron (2612), Responsable des éditions : Marie-Caroline Crabos (2716) **Publicité** Directeur de la publicité : Anne-Sophie Belin (2680). Publicité commerciale et web : Directeur de Clientèle : Angélique Bertaout (2637), Chef de Publicité : Claire Vanel (2644). Publicité financière : Directeur de Clientèle : Adeline Tisseyre (2603). Publicité internationale : Directeur : David Caussieu (06 07 40 54 53). Trafic Manager (print et web) : Nathalie Kuras (2736). **Marketing-Multimédia** Directrice : Laetitia Menesguen, Chef de projet : Alexandra Thiellert, Chef de produit acquisition : Anais Dos Santos, Webmaster : Audrey Rouger **Administration-Finance** Responsable administratif et financier : Laurence Limousin (2688), Chef du service informatique : Jean-François Martins (2709). L'Agefi Quotidien est édité par : AGEFI SA, capital : 7029000€, siège social : 8, rue du Sentier Paris 2e, RCS : Paris B 334 768 652, Siret : 33476865200052, TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652. Principal actionnaire : FININTEL, N° Commission Paritaire : 0515 W 90405, N° ISSN : 1776-3193

La Cour des comptes prône un transfert d'avoirs à la CDC

La Cour des comptes recommande de confier à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des quelque quatre milliards d'euros d'avoirs non réclamés des assureurs et banquiers, indique le quotidien *Les Echos*. Ce dernier cite un rapport devant être rendu public aujourd'hui, au sein duquel la Cour des comptes pointe des «*défaillances*» dans l'application des dispositions relatives aux contrats d'assurance vie non réclamés. Le document juge judicieux de rendre obligatoire le transfert à la Caisse des dépôts et consignations des sommes dues au titre des contrats non réclamés dix ans après le décès de l'assuré ou le terme du contrat. Le montant des contrats d'assurance vie non réclamés s'élevait au minimum à 2,76 milliards d'euros en 2011, tandis que côté bancaire, les actifs dormants atteignaient 1,2 milliard d'euros en 2012, selon le rapport cité par le quotidien.

Fitch prive le FESF de AAA

L'agence a ramené hier de «AAA» à «AA+» la note attribuée au Fonds européen de stabilité financière, dans le sillage d'une décision similaire annoncée vendredi concernant la France, l'un des principaux contributeurs au fonds européen.

La Turquie envisage de monter ses taux

La banque centrale turque a indiqué lundi qu'elle envisageait d'élargir son corridor de taux d'intérêt lors de sa réunion du 23 juillet. Objectif: lutter contre la dépréciation de la lire turque, alors que les réserves du pays en devises étrangères sont limitées.

Un exercice 2012 satisfaisant pour Monceau Assurances

Le groupe s'est targué hier de résultats 2012 «*satisfaisants sur chacune de ses lignes de métiers*». Il assure avoir encore renforcé sa solidité financière. Le ratio combiné brut en IARD s'élève à 90,4%, «*proche de la remarquable performance*» de 89,9% affichée en 2011.

Dominique Strauss-Kahn au conseil de surveillance d'une banque russe

L'ancien directeur général du Fonds monétaire international a rejoint le conseil de surveillance d'une banque contrôlée par le géant pétrolier Rosneft. Selon des documents réglementaires, il siègera au conseil de surveillance de la Banque régionale de développement russe.

Réunion sur les collectivités locales à Matignon

Le Premier ministre présente ce matin le Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales. Jean-Marc Ayrault pourrait à cette occasion lever le voile sur le fonctionnement du fonds de soutien aux collectivités disposant d'emprunts toxiques. Ce fonds doit notamment être abondé par les banques.

Les risques demeurent pour le secteur bancaire espagnol

Dans un rapport d'étape publié dans le cadre de la supervision par la Troïka du plan d'aide international, le FMI a indiqué hier que les banques espagnoles étaient désormais plus solides mais devaient toujours faire face à des risques élevés. Le rapport salue notamment les recapitalisations et les transferts d'actifs à la Sareb,

structure de défaisance des actifs toxiques.

Le canadien Loblaw reprend Shoppers Drug Mart

Le numéro un canadien de la distribution alimentaire va racheter la chaîne de pharmacies pour 12,4 milliards de dollars canadiens (9,1 milliards d'euros) afin de se renforcer face à une concurrence de plus en plus féroce des américains Target et Wal-Mart. Le nouveau géant de la distribution affichera un chiffre d'affaires annuel de plus de 42 milliards de dollars canadiens.

Andromède prolonge son OPA sur Oeneo

Président du directoire d'Andromède, François Hériard Dubreuil s'est félicité d'avoir pu renforcer sa position d'actionnaire de référence au capital d'*Oeneo* au terme de l'offre initiale, «*dans une logique patrimoniale de long terme*». Andromède détient désormais 52,21% du capital et 90,8% des ORA (Obligations remboursables en actions). L'offre sera réouverte, selon un calendrier qui reste à préciser par l'AMF.

Nouvelle dégradation des trésoreries d'exploitation

Les trésoreries d'exploitation des grandes entreprises françaises se sont à nouveau dégradées et les délais de paiement des clients ont nettement augmenté, selon l'enquête AFTE-Coe-Rexecode. Le solde d'opinion sur l'évolution des trésoreries globales reste négatif, selon les trésoriers des grandes entreprises interrogés depuis le début du mois, sans marquer de mouvement significatif par rapport au mois précédent.

Deutsche Telekom se laisse la liberté de choix pour EE

L'opérateur télécoms allemand se réserve toutes les possibilités concernant EE, ex-Everything Everywhere, sa coentreprise avec Orange. Membre du directoire de Deutsche Telekom, Claude Nemat a confié à Reuters que la vente ou l'introduction en Bourse restaient possibles. Une décision sera prise l'année prochaine concernant cette société valorisée 10 milliards de livres (11,6 milliards d'euros) par le groupe allemand.

13

D'autres essentiels à lire sur notre site :



Calpers en bonne forme

Le fonds de pension des salariés du secteur public californien a dévoilé une performance de gestion de 12,5% sur son exercice à fin juin, supérieure de 1,5 point à celle de son indice de référence, sur fond de bonne tenue des actions internationales ou de l'immobilier. Le montant des actifs de Calpers s'élève à quelque 260 milliards de dollars.

Banque dépositaire - conservateur

Administration de fonds

Services aux émetteurs

www.caceis.com


caceis
INVESTOR SERVICES
solid & innovative

Plaidoyer pour la défense de la sidérurgie européenne

L'AFP cite un rapport d'une commission d'enquête parlementaire française présentée aujourd'hui au président de l'Assemblée Claude Bartolone appelant à moins de naïveté pour la défense du secteur sidérurgique européen. La commission propose de maintenir et de moderniser une filière liquide de fabrication complète en France. Le document identifie vingt-six recommandations visant à conforter la recherche et la production dans le pays dans des activités qui doivent impérativement être considérées comme stratégiques. La politique industrielle de Bruxelles en la matière est qualifiée d'inadaptée et d'obsolette, certains produits importés par exemple incorporant des substances proscrites par la Commission européenne. L'Europe ferait ainsi excessivement confiance aux vertus d'un grand marché mondialisé et totalement dérégulé. Le rapport évoque notamment l'exemple américain du relèvement des droits de douane en tant qu'arme face à des situations de dumping.

Frédéric Janbon à la présidence de l'AFME

L'Association pour les marchés financiers en Europe a indiqué que Frédéric Janbon succéderait en septembre à Gaël de Boissard en tant que président. Membre du conseil de l'association, Frédéric Janbon est responsable mondial des taux de BNP Paribas depuis 2005.

La BCE sera accommodante aussi longtemps que nécessaire

La Banque centrale européenne maintiendra une politique monétaire expansive aussi longtemps que nécessaire, selon Jörg Asmussen. Le membre du directoire de l'institution note tout de même que la persistance de taux bas pendant une trop longue durée peut comporter des risques.

Le scandale du Libor fait deux victimes

Le Serious Fraud Office britannique a indiqué avoir porté plainte à l'encontre de deux anciens salariés du courtier interbancaire RP Martin pour avoir participé à la manipulation du taux de référence Libor. Il s'agit d'un élargissement formel du champ d'enquête des autorités outre-Manche au-delà des principales banques

soupçonnées de fraude.

Nouveaux signes de ralentissement aux Etats-Unis

Les dernières statistiques du département du Commerce confirment les attentes d'un ralentissement de la croissance économique qui pourrait mettre à mal le projet de la Réserve fédérale de commencer à limiter ses injections de liquidités. Les stocks des entreprises ont augmenté de 0,1% en mai contre 0,2% le mois précédent, tandis que les ventes au détail ont gagné 0,4% en juin après 0,5% en mai.

La Hongrie veut rembourser par anticipation le FMI

La Hongrie envisage de rembourser par anticipation un prêt de 20 milliards d'euros consenti par le Fonds monétaire international et de fermer l'antenne de l'organisation à Budapest. Dans un courrier adressé à Christine Lagarde, le gouverneur de la banque centrale hongroise, Gyorgy Malocsy, annonce que son pays envisage un remboursement des sommes restantes dues au titre d'un prêt consenti en 2008.

Piraeus Bank attend avec

sérénité les tests de résistance

La banque grecque tout juste recapitalisée a déclaré attendre avec sérénité les tests de résistance qui seront effectués d'ici à la fin de l'année à la demande des créanciers internationaux du pays. L'apport de 7,3 milliards d'euros de capitaux frais le mois dernier a permis de porter le ratio tier 1 de fonds propres à 14,5%, le niveau le plus élevé des quatre principales banques grecques selon le directeur général Stavros Lekkas.

La Cnil avertit BNP Paribas

La Commission nationale de l'informatique et des libertés a prononcé la semaine passée un avertissement public à l'encontre de la banque pour radiation tardive de certains clients du fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP), tenu par la Banque de France. La Cnil a mis en demeure BNP Paribas de respecter ses obligations de mise à jour du fichier en février 2010 et regrette aujourd'hui la «persistence de défaillances».

Telecom Italia étudiera la réglementation avant la scission

L'opérateur de

télécommunications italien a indiqué qu'il étudierait l'évolution de la réglementation avant de procéder à la scission de son réseau de téléphonie fixe, le régulateur ayant décidé une baisse des tarifs d'accès. L'Agcom, autorité de tutelle du secteur des télécommunications, a prononcé jeudi une baisse de tarif pour les concurrents de Telecom Italia qui louent son réseau fixe. Le conseil d'administration a validé le projet de scission en mai.

Alstom et Siemens soupçonnés d'atteinte à la concurrence au Brésil

Les deux groupes ont déclaré coopérer avec les autorités brésiliennes qui ont ouvert une enquête sur des soupçons d'atteinte à la concurrence dans le cadre d'un appel d'offres lancé dans le secteur ferroviaire. Le quotidien *Folha de S. Paulo* a rapporté que Siemens avait informé les autorités brésiliennes de la concurrence de l'existence d'un cartel, dont le groupe allemand a fait partie et qui comprend Alstom, le canadien Bombardier, l'espagnol CAF et le japonais Mitsui.

D'autres essentiels à lire sur notre site :



La TTF met à mal les volumes

Carlo Cottarelli, directeur de la division des affaires fiscales du FMI, a souligné que l'instauration d'une taxe sur les transactions financières en France et en Italie avait entraîné un repli des volumes de transaction. Le gouvernement français estime que cette taxe devrait rapporter 800 millions d'euros en 2013.

Nordea

Combining the best of Big and Boutique*



Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr

Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique

NOMINATIONS

HERVÉ FRAPSAUCE Directeur général. **MMA IARD Assurances Mutuelles**. 60 ans, Maîtrise d'informatique, 3e cycle Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales - ESSEC. Responsable organisation et informatique pour Axa (1976), directeur des opérations Iard et Vie de GMF (1987), directeur du centre d'activité Iard du Gan (1993), directeur du centre de profit Iard du



groupe Continent assurances (2000). Swiss Life : directeur général en charge du dommage, de la vie (services clients), et du pôle ressources humaines et informatique puis vice-président du groupe Swiss Life France. Directeur général délégué assurances MMA (2009) puis directeur général de MMA et directeur de la direction générale assurances du groupe Covéa (depuis 2013).

MATHIEU LAMIAUX Associé senior, **The Boston Consulting Group**.

Directeur des opérations au sein de Tanganyika Wildlife Safari (1993-94), analyste au sein de l'Agence Française de Développement au Cameroun et en Guinée Equatoriale (1995-96). The Boston Consulting Group (depuis 1997) : Associate au bureau de Paris (1997) puis à Boston (2000-02), Manager (2002) puis responsable du recrutement (2005) vice president à Paris (2006) puis associé senior (depuis 2013).

YVON DONVAL Associé, **BearingPoint - Shanghai**.

Contrôleur financier au sein de J.I. Case, chef de projet organisation au sein de Leroy Merlin. BearingPoint : responsable du service Line Supply Chain en France puis associé de BearingPoint à Shanghai (depuis 2013).

JEAN GUILLOU

Director, équipe opérations industrielles, **Alvarez & Marsal France**. Ecole nationale supérieure d'arts et métiers - ENSAM. Début de carrière chez Thalès Tubes Electroniques puis au sein du cabinet McKinsey. Différentes responsabilités dans le management opérationnel et le pilotage de diverses fonctions dans des secteurs variés, tels que l'aéronautique, l'automobile, le high-tech, la chimie, la banque et l'assurance. Directeur industriel du groupe Anovo. Director au sein de l'équipe opérations

industrielles pour Alvarez & Marsal France (depuis 2013).

BERTRAND GRIMM

Director, **Alvarez & Marsal France**. Doctorat biotechnologie analytique Ecole centrale, Ingénieur AgroParisTech. Différents postes de direction chez L'Oréal, Guerlain et Parfums Givenchy. Importante expérience du management opérationnel et de pilotage de fonctions industrielles en France et à l'international. Directeur de production du groupe Chantelle. Director dans les équipes en charge de conseil en restructuration positive auprès des entreprises, au sein d'Alvarez & Marsal France (depuis 2013).

RÉNALD BÉJAOU

Senior Associate, **Alvarez & Marsal France**. EM Lyon, Institut européen d'administration des affaires - INSEAD. Analyste en fusions-acquisitions au Credit Suisse à New York, chargé d'investissements au sein des équipes de Private Equity de Macquarie à New York, directeur de cabinet du PDG de MetLife (2009), Senior Associate au sein d'Alvarez & Marsal en France (depuis 2013).

CLOTILDE CHÈNE

Senior Associate, **Alvarez & Marsal France**. maîtrise d'économétrie Université Paris II Panthéon-Assas, DESS modélisation économique Université Paris II Panthéon-Assas. Expérience en conseil et en

finance dans le monde des services, du retail, des utilities et de la finance. Stratégiste d'investissement chez Kepler Capital Santé, économiste au service de gestion d'actifs d'Allianz puis en poste au sein du Boston Consulting Group à Paris. Co-fondateur d'une start-up dans le prêt-à-porter. Senior Associate au sein d'Alvarez & Marsal à Paris (depuis 2013).

BERTRAND CIZEAU

Directeur marque, communication et qualité du groupe BNP Paribas, **BNP Paribas**. 45 ans, DESS marchés financiers internationaux Université Paris Dauphine. Chargé des relations analystes financiers et investisseurs chez Paribas (1994), directeur général de l'agence de photojournalisme Gamma (1999), responsable marque, communication et publicité au sein de Cetelem (devenu BNP Paribas Personal Finance) (2001-11), directeur adjoint (2012) puis directeur (depuis 2013) marque, communication et qualité du groupe BNP Paribas.

MARIE BETTINGER

Responsable du développement de la clientèle des banques et gestions privées, **Exclusive Partners**. Chargée de la commercialisation des produits structurés et des fonds chez Calyon puis Exane Derivatives. Responsable du développement de la clientèle des banques et gestions privées en France

au sein d'Exclusive Partners (depuis 2013).

JÉRÔME LACAILLE

Directeur général, **Natixis Factor**. Ecole des hautes études commerciales - HEC, IEP Paris Paris, Ecole nationale d'administration - ENA (1997), Master of Laws Harvard Law School. Chargé du développement des implantations en Europe centrale chez Digital Equipment, en poste dans le domaine du financement de la protection sociale au ministère des Finances, chargé du suivi des dossiers réforme des retraites, assouplissement des 35 heures, réforme de la politique familiale auprès de Francis Mer et Alain Lambert au ministère de l'Économie et des finances, responsable de l'élaboration du plan de développement des services à la personne au ministère de l'Emploi, du travail et de la cohésion sociale (2004), chargé de la stratégie de croissance externe du groupe dans les domaines de l'économie sociale et de la santé auprès du directeur général de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (2005), membre du directoire en charge de la banque du développement régional de la Caisse d'Épargne de Bourgogne Franche-Comté (2007). Directeur général de Natixis Factor (depuis 2013).



Les banquiers londoniens vivent un âge d'or en termes de rémunération

L'EBA indique que la capitale britannique regroupe davantage de salaires supérieurs à un million d'euros que l'ensemble du reste de l'Europe

par BENOÎT MENU

L'Autorité bancaire européenne (EBA) a publié hier un rapport préliminaire riche d'enseignements concernant les rémunérations au sein des banques. Alors qu'en effet la réglementation européenne encadrera drastiquement ces rémunérations dès l'an prochain, le document met en lumière pour sa première édition les pratiques au sein de chaque pays de façon agrégée en dévoilant le nombre d'individus bénéficiant pour 2010 et 2011 d'une rémunération totale supérieure à un million d'euros. L'EBA promet pour la fin de l'année une analyse plus complète.

L'élément le plus marquant, sans être une surprise, est assurément la domination du Royaume-Uni, qui avec 2.436 banquiers concernés en 2011 totalise plus de millionnaires que l'ensemble des autres membres de l'Union réunis. De quoi sans doute donner des sueurs froides au secteur outre-

Manche quant à l'impact des réformes réglementaires menées depuis Bruxelles. Et des séances d'intense réflexion au sein des banques pour aménager le mode de rémunération de leurs salariés vedettes. Parmi ces derniers au Royaume-Uni en 2011, 1.809 travaillaient au sein de la banque d'investissement, contre 182 seulement dans la gestion d'actifs ou 85 dans la banque de détail.

Le spectre de l'encadrement réglementaire

Les salariés des autres pays se partagent littéralement les miettes du festin. Sur la base des éléments transmis par les autorités nationales, l'EBA a mis au jour, pour 2011, 170 rémunérations supérieures au million d'euros en Allemagne, 162 en France, 125 en Espagne, 96 en Italie, 36 aux Pays-Bas. Les heureux banquiers espagnols emportent pourtant la palme de la plus

haute rémunération moyenne, à 2,4 millions d'euros, un million de plus que leurs homologues britanniques.

La tendance est à la baisse sur les deux années de l'étude. Pour 2010, 2.525 individus sont pris dans les mailles du filet au Royaume-Uni, pour une rémunération moyenne de 2,3 millions d'euros. En France, le nombre de personnes concernées passe d'une année sur l'autre de 292 à 162, pour un gain moyen de 1,8 à 1,6 million.

Les tableaux de l'EBA détaillent également les parts des rémunérations fixe et variable. Un angle au cœur des réflexions européennes, puisqu'il s'agirait de prévenir la prise de risques excessive en limitant le variable à deux fois le fixe. Le compte n'y est pas encore. En Allemagne, au Royaume-Uni et en France respectivement pour 2011, la part variable représentait 72, 78 et 79% du total perçu.

16

L'AGEFI HEBDO



L'HEBDO
PROFESSIONNEL
DÉDIÉ À TOUS
LES MÉTIERS
DE LA FINANCE

L'AGEFI HEBDO
vous accompagne
chaque semaine
dans l'exercice
de votre métier

Informations et abonnements
sur <http://www.agefi.fr/hebdo>